



Communiqué Pour diffusion immédiate

Budget provincial

Un budget électoraliste, 18 mois avant les élections!

Québec, le 28 mars 2017 – Malgré les annonces tonitruantes faites par le gouvernement québécois au cours des dernières semaines, notamment celles annoncées et réannoncées par le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, les élèves qui fréquentent les écoles publiques devront se contenter, pour la prochaine année, de 140 M\$ supplémentaires. Ces sommes, consenties dans le budget provincial 2017-2018 afin « d'assurer la réussite éducative dès la petite enfance », sont loin d'être suffisantes et satisfaisantes pour combler les besoins actuels et rattraper les compressions des cinq dernières années, selon la Fédération autonome de l'enseignement (FAE).

Les sommes annoncées aujourd'hui ne permettent même pas de rétablir la situation qui continue de prévaloir dans les écoles publiques. « Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, est fait fort pour annoncer aujourd'hui des investissements sans rougir de honte, alors qu'il a contribué à asphyxier le réseau des écoles publiques depuis qu'il a été élu. Les compressions atteignent un milliard 300 millions de dollars en cinq ans et il faudrait aujourd'hui se réjouir d'un réinvestissement de 140 millions pour la réussite éducative », déclare Sylvain Mallette, président de la FAE.

Le préscolaire et la première année du primaire : faire fi de la réalité

Le gouvernement dit vouloir embaucher « des ressources enseignantes spécialisées ou professionnelles additionnelles qui agiront en soutien aux interventions pédagogiques de l'enseignant titulaire de la première année du primaire », alors qu'il sait très bien que des commissions scolaires rencontrent des difficultés d'embauche. Uniquement à la Commission scolaire de Montréal (CSDM), il manque plus de 800 enseignantes et enseignants. Par ailleurs, d'ici l'année 2018-2019, plus de 8 000 enfants de quatre ans issus des milieux défavorisés devaient bénéficier du déploiement de la maternelle à temps plein. Dans les faits, à cause des choix budgétaires et administratifs effectués par le gouvernement, seuls 1 300 enfants profitent actuellement de ce service et les règles qui permettent aux commissions scolaires de déployer plus largement la maternelle pour les enfants de quatre ans ne sont toujours pas connues. De plus, les commissions scolaires reçoivent si tardivement ces informations qu'elles respectent difficilement les délais qui permettent l'ouverture de nouvelles classes. « Le gouvernement sait très bien qu'il existe une pénurie dans plusieurs corps d'emploi et qu'ainsi, de nombreux sièges resteront vides et des services ne pourront être rendus. Sans oublier que le gouvernement ne s'engage pas non plus à financer les coûts d'aménagement pour les nouvelles classes de maternelle et l'achat du matériel périssable et non périssable pour les enfants qui fréquentent ce service éducatif », indique M. Mallette.

Annoncer sans dépenser : le carrousel des sommes promises

« C'est beau annoncer, encore faut-il dépenser les sommes promises », souligne M. Mallette. Celles-ci doivent se concrétiser dans les règles et les mesures budgétaires qui sont acheminées dans les établissements scolaires. Or, au cours des dernières années, plusieurs mesures budgétaires sont transmises beaucoup trop tard dans les milieux et ne sont donc pas dépensées. Les sommes servent alors à éponger des déficits ou sont retournées dans les coffres des

commissions scolaires qui les renvoient au Conseil du trésor. Ainsi, malgré les annonces gouvernementales pompeuses, des sommes n'atterrissent pas dans les milieux et ne se concrétisent pas en services directs aux élèves. « Peu sont celles et ceux qui se souviennent des 70 M\$ annoncés par l'ancien ministre de l'Éducation, François Blais, en 2016. Beaucoup ignorent que plusieurs commissions scolaires n'ont jamais pu utiliser les sommes promises. Celles-ci ayant été acheminées dans les établissements seulement au printemps 2016, d'importantes sommes inutilisées ont servi à éponger des déficits. Le gouvernement opère ainsi un carrousel dans lequel les besoins des élèves comptent pour bien peu. Des sommes annoncées, mais non dépensées, sont ainsi recyclées dans des annonces politiques l'année suivante », souligne M. Mallette.

Les élèves de la FP et de l'EDA : passez votre tour!

Dans son budget 2017-2018, le gouvernement annonce qu'il investira seulement en 2018-2019 pour permettre aux élèves qui fréquentent les centres d'éducation des adultes (EDA) et de formation professionnelle (FP) d'avoir accès à certaines ressources. Le gouvernement reconnaît lui-même que ces élèves connaissent des difficultés particulières et qu'il importe de leur offrir de l'aide. « Alors pourquoi annonce-t-il aujourd'hui ce qui ne viendra pas avant un an? C'est une manœuvre politique qui vise à faire croire que le gouvernement se préoccupe des besoins des élèves adultes. C'est odieux! », s'indigne le président de la FAE.

Toujours plus d'argent pour les écoles privées

Encore une fois, les 180 écoles privées subventionnées du Québec continueront de voir leur financement croître. Ainsi, ces écoles, qui sélectionnent leurs élèves et qui en éjectent plus de 400 en cours d'année, toucheront près de 494 M\$ l'an prochain, une hausse de 3,5 %. « Alors qu'elles mènent une concurrence déloyale à l'endroit des écoles publiques, ces écoles privées déjà grassement subventionnées toucheront près de 17 M\$ supplémentaires l'année prochaine seulement. Pourtant, ce sont les écoles publiques qui accueillent tous les élèves et qui doivent répondre aux besoins des élèves en difficulté, et non les écoles privées qui continuent de profiter du regard complaisant du gouvernement », indique M. Mallette.

Le Fonds des générations : une génération sacrifiée

Au 31 mars 2019, le gouvernement Couillard prévoit engranger dans le Fonds de générations près de 17 G\$, alors que le réseau des écoles publiques peine à répondre aux besoins, que les enseignantes et enseignants voient leur tâche s'alourdir et que les élèves se font refuser des services et des ressources. « La situation est devenue intenable. Le gouvernement alimente grassement le Fonds des générations, mais il refuse d'assurer la pérennité du financement des écoles publiques. Ce choix, le gouvernement le fait au détriment des écoles publiques. Le gouvernement se livre à une opération électorale », conclut M. Mallette.

Profil de l'organisation

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent plus de 34 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les 900 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).